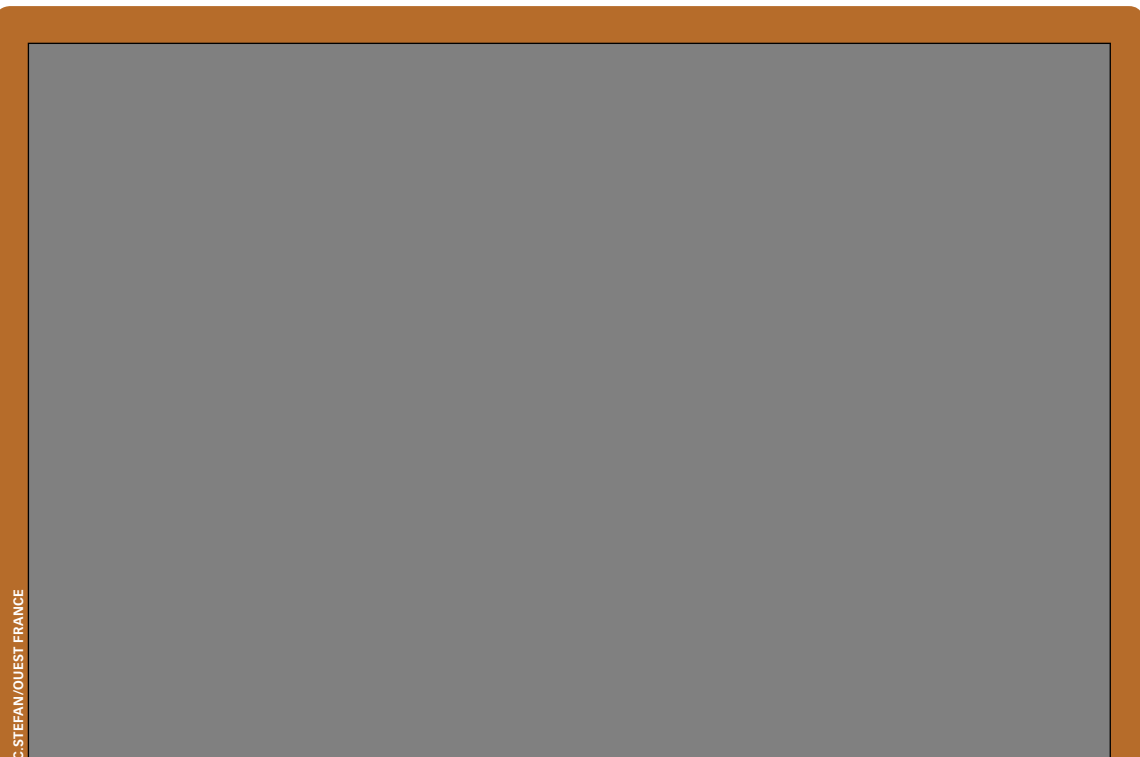


FORUM & DÉBATS

VENDREDI 27
OCTOBRE 2006

SOMMAIRE ▶ Dossier: l'élargissement, une fuite en avant ou une chance pour l'Europe? P. II et III
▶ Le point de vue de Lounes Guemache, la revue des revues, l'agenda P. IV



C. STEFAN/OUEST FRANCE

Pour Bernard Spitz, «chacun doit participer à l'effort collectif pour éviter le choc des générations».

« Il faut arrêter de spolier la jeunesse »

Les aînés bientôt à la retraite n'ont pas pris conscience que leurs enfants vont se trouver face à d'impossibles dépenses, à moins d'un changement radical, prévient le conseiller d'État et essayiste Bernard Spitz

ENTRETIEN

Bernard Spitz

Membre du Conseil d'État

Votre livre *Le Papy-Krach* dénonce l'égoïsme des «baby-boomers» face à leurs enfants dont ils n'ont pas préparé l'avenir. Mais alors par quoi faut-il commencer pour corriger le tir?

Bernard Spitz: On développe en effet des discours partiels, mais on ne voit pas le fil conducteur. Or aujourd'hui, nous voici au bord d'un problème majeur qu'on pouvait parfaitement identifier en examinant l'évolution de la démographie. Le point de départ, donc, c'est la prise de conscience collective du fait qu'on est dans une situation économiquement intenable. Ce que j'appelle le «papy-krach» n'est pas seulement un terme économique, mais aussi un élément de rupture fondamental qui peut

se montrer dévastateur car il est d'ordre politique, social et même moral, puisque nous sommes en train d'organiser la plus grande spoliation générationnelle.

– **Le mal est-il si grave?**

– Il exige en tout cas que l'on change l'équilibre dans la répartition de la charge entre générations pour les systèmes de protection sociale et notamment les retraites, et qu'on change la donne en matière d'investissement éducatif parce que nous sommes dans une impasse qui va avoir des effets cumulatifs. Réorientation des dépenses, restructuration des économies, réforme de l'État: tout doit s'organiser autour de l'idée forte, non clientéliste, selon laquelle il faut éviter le choc des générations. Pour cela, chacun doit participer à l'effort collectif avec en tête l'idée qu'il le fait dans l'intérêt des enfants.

– **Les aînés auront-ils le ressort nécessaire pour faire bouger la société?**

– Les gens sont toujours prêts

à faire des efforts pour leurs enfants à condition qu'ils soient sûrs que c'est nécessaire et que ce qu'on leur propose soit efficace et équitable. Or le problème, c'est qu'ils ont à faire le plus souvent à des politiques qui ont cessé d'être crédibles puisqu'au contraire, cela fait trente ans qu'ils ont contribué à aggraver la situation! Il faut savoir que la moyenne d'âge des députés est de 57 ans, ce qui est très élevé, si l'on compare avec nos voisins européens. Comment voulez-vous que les forces vives du pays se retrouvent dans des parlementaires qui restent parfois bien au-delà de la retraite?

– **Les jeunes, que vous défendez dans votre livre, ne doivent-ils pas aussi prendre eux-mêmes leur destin en main?**

– Bien sûr! Et moi, j'essaie de leur dire: réveillez-vous, vous ne vous rendez pas compte de ce qui est en train de se passer. Vos réactions ont un effet sur la société, mais vous êtes le plus souvent

toutes les autres générations sur le dos de la leur! Cela prouve qu'il y a un problème de compréhension. Mais le jour où ils vont comprendre, ça va faire mal.

C'est pour éviter le clash et faire que les jeunes se servent de leur puissance collective dans le bon sens, en ayant en tête les enjeux qui sont les leurs, et qui sont des enjeux altruistes, que j'ai écrit ce livre. Je sais qu'ils n'ont pas pour unique préoccupation de défendre leur bout de gras. Mais alors, il faut qu'ils s'engagent dans les partis, dans les syndicats, là où le pouvoir est à prendre car on ne va pas le leur donner. Et le plus simple, c'est qu'ils commencent par aller voter.

– **Croyez-vous que la France pourra sortir seule de l'impasse?**

– Non, si la solitude consiste à rester dans l'absence de vision collective avec les autres. Mais elle sera alors seule à fournir les efforts que les autres ont déjà faits pour eux-mêmes, et qu'ils ne feront pas à notre place. L'enseignement

supérieur, par exemple, est clochardisé, la réforme de l'État n'a pas été accomplie, celle de notre système de retraite non plus, quoi qu'on en dise... Quant à la dette, nul ne la paiera à notre place.

– **La France, pourtant, ne manque pas d'atouts pour se redresser, dites-vous...**

– D'où, justement, ce sentiment d'un immense gâchis. Savez-vous que dans les 35-40 ans à venir, le nombre des plus de 60 ans va doubler? Donnée fondamentale! Cela veut dire que le poids des retraites va être beaucoup plus important puisque l'espérance de vie va augmenter. Les dépenses de santé vont exploser car les gens – c'est bien normal – aspirent aux meilleures techniques, mais aussi parce que plus on vieillit, plus on dépense pour sa santé. On a donc des facteurs de dépense énormes face à une population active qui va diminuer.

À partir de 2014, on comptera plus de Français de plus de 60 ans que de Français de moins de 20 ans. Est-ce une mauvaise démographie? Non! C'est même une des plus équilibrées d'Europe. Mais notre drame, c'est qu'on a laissé se construire un système dans lequel ce qui est notre force – c'est-à-dire une démographie dynamique – devient notre faiblesse. Oui, on peut changer les choses, mais en agissant tout de suite et de manière collective.

– **Alors, sur quelles forces s'appuyer?**

– Les jeunes, fondamentalement, ont des valeurs. Leur manque de lucidité face à l'avenir, c'est le revers d'une médaille qui montre aussi qu'ils ne se préoccupent pas, à 20 ans, de leur retraite, qu'ils ont une vision altruiste. Conservons cette dynamique, mais ne leur demandons pas d'être porteurs d'espoirs si c'est pour les attendre au tournant avec une équation économique qui les condamne. D'ailleurs, ils le refuseront.

RECUEILLI PAR LOUIS DE COURCY

BIOGRAPHIE

■ **Né en 1959 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) Bernard Spitz**, marié, père de famille, est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École supérieure des sciences économiques et commerciales. Élève à l'École nationale d'administration (ENA) de 1984 à 1986, il poursuit ensuite une carrière à multiples facettes. Il aura notamment été conseiller au cabinet du premier ministre Michel Rocard de 1988 à 1991 et il est maître des requêtes au Conseil d'État depuis 1989. Il a fondé en 2004 le cabinet BS Conseil dont il est le directeur. Il fut également journaliste au *Monde*, chroniqueur à *L'Express* et animateur sur France-Culture.

LIVRES

Parmi plusieurs ouvrages:

– *La Morale à zéro*, Seuil, 1995.

– *La Révolution numérique*, Fondation Saint-Simon, 1999.

– *Notre État*, avec Roger Fauroux, Robert Laffont, 2001.

– *État d'urgence*, avec Roger Fauroux, Robert Laffont, 2004.

– *L'Idéal et le réel*, avec François Miquet-Ponty et André Gattolin, Plon/Fondation Jean-Jaurès, 2006.

– Son dernier livre, dont il est question dans cet entretien, *Le Papy-Krach*, est paru chez Grasset, 135 p., 9 €.